

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 94 (1949)  
**Heft:** 8

**Artikel:** La guérilla [fin]  
**Autor:** Baudot, Marcel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342440>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 24.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## La guérilla

(fin.)

---

L'Eure se trouvera ainsi complètement ignorante de l'action menée par la Seine-Inférieure, l'Oise, la Seine-et-Oise et l'Eure-et-Loir, qui dépendent d'autres régions militaires. Il n'y aura même pas de contacts directs avec l'Orne qui est incluse dans une autre subdivision de la région M.

Il eût été préférable d'assurer une liaison directe avec Paris pour la période antérieure au débarquement et de constituer ensuite une zone adaptée aux conditions créées par la tournure prise par les opérations militaires et associant les départements voisins (de la Manche, du Calvados, de l'Orne, de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, de la Sarthe et de la Mayenne) sous un commandement unique mobile étudiant sur place les conditions particulières à chaque région.

Lorsque le message d'alerte « l'heure des combats viendra » est diffusé par la B.B.C. le soir du 1<sup>er</sup> juin 1944, la situation est en pleine évolution. La Gestapo a pu obtenir de précieux renseignements sur les cadres des F.F.I. de Normandie. Le 20 mai, la plupart des chefs de canton et des chefs de trentaine d'un des plus importants arrondissements de l'Eure sont arrêtés ; déjà le chef militaire de l'importante section de Vernon et le chef du 1<sup>er</sup> Bureau de l'état-major départemental étaient aux mains de l'ennemi. Le chef du 3<sup>e</sup> Bureau a échappé de justesse à l'arrestation ainsi que le commandant de l'arrondissement d'Evreux, un officier supérieur, breveté de l'école de guerre, et ces deux officiers doivent être remplacés au pied levé.

Aux échelons supérieurs la situation est plus grave encore : le chef du 3<sup>e</sup> Bureau de la subdivision a été capturé et fusillé ; le délégué militaire régional qui doit coordonner l'action de la Région M. est livré à la Gestapo et assassiné séance tenante à Paris. Son suppléant subira le même sort quelques jours plus tard. Un traître s'est inséré dans nos rangs à notre insu, et pendant toute la durée des opérations, il tentera de nous porter des coups mortels et réussira à plusieurs reprises à désorganiser nos cadres et nos plans de campagne.

(Il a donc fallu au dernier moment réorganiser l'état-major départemental et confier la redoutable tâche incombant au 3<sup>e</sup> Bureau à la veille des opérations militaires au jeune officier chargé du contrôle des maquis.)

Les effectifs se sont accrus, ils comprennent environ 1 700 hommes dont plus de 625 pour le seul arrondissement de Pont-Audemer. Il n'y a sur le nombre qu'à peine 640 hommes pourvus d'un armement très léger et disponibles pour les actions comportant de sérieux risques. Ces hommes bien encadrés, animés du plus noble patriotisme, courageux et décidés, auraient constitué une très grave menace sur les arrières ennemis s'ils avaient disposé d'armes plus nombreuses, de réserves suffisantes de munitions et aussi d'un matériel mieux adapté au rôle qui allait leur incomber ; il leur aurait fallu quelques fusils-mitrailleurs, quelques bazookas et surtout des mines et toute la gamme des explosifs.

Le système d'acheminement des ordres par le moyen de liaisons à courte distance, pour le cas probable d'interdiction d'emploi des bicyclettes, a été éprouvé dans des essais de jour et de nuit et a donné d'excellents résultats. En quelques heures un message est transmis d'un point du département à un autre point situé à l'opposé. Mais il convient de doubler ce système par un second du même type, mais complètement indépendant du premier, pour le cas où une arrestation annihilerait l'un des maillons de la chaîne. Les événements ont démontré qu'il eût été sage de prévoir un troisième réseau

de liaisons et de la confier uniquement à des agents de liaison du sexe féminin — qui attirent beaucoup moins la suspicion.

En ce qui concerne le plan d'action deux conceptions se sont heurtées depuis 1942. Les officiers d'active préconisaient la mise sur pied d'une armée clandestine, complètement indépendante de tous les organismes politiques, gardée en réseaux jusqu'au jour où les états-majors occidentaux décideraient de déclencher les opérations et s'abstenant de se découvrir auparavant par des actions de sabotages ou de guérillas. C'est la conception du général de Gaulle qui envisage la collaboration de la Résistance sous forme d'une vaste propagande en faveur des thèses de la France Libre, de réaction permanente passive contre les entreprises de l'ennemi et contre les directives du gouvernement de Vichy, et d'aide aux réseaux de renseignements alliés.

En face de cette conception académique, le *Front national* oppose dès l'origine ses méthodes d'action directe, de sabotages, de coups de main, d'attaques dirigées contre les éléments isolés de l'armée allemande. Cette conception devait peu à peu s'imposer, pour ne pas laisser aux communistes le monopole de l'action résistante et pour aguerrir des troupes qui comprenaient surtout de tout jeunes gens très inexpérimentés dans l'art de la guerre.

Il était nécessaire par ailleurs de contrôler les opérations d'action directe entreprises un peu à tort et à travers par les groupes F.T.P. ? L'attaque d'un soldat isolé nous apparaissait comme une variété assez lâche de l'assassinat ; le désarmement d'un soldat ou d'un officier était une action beaucoup plus profitable pour la Résistance qui manquait d'armes.

Le sabotage des voies ferrées devait coïncider avec le passage de convois importants et se pratiquer simultanément sur plusieurs lignes de manière à empêcher les détournements des convois. Il s'agissait encore de mettre hors de service le

plus possible de locomotives, les centrales électriques, les lignes à haute tension et les machines les plus précieuses des usines de guerre les plus indispensables à l'ennemi.

Ces directives furent données par le Comité national d'action le 19 mars 1944. Elles prévoyaient en outre la répression de la trahison par le châtement des agents de l'ennemi, des miliciens et des partisans de la collaboration. Des équipes spécialisées devaient être constituées parmi les cheminots, les agents des Postes, télégraphes et téléphones, les ouvriers d'usines, et les milieux syndicaux étaient alertés spécialement à cet effet.

Pour la guérilla (attaque des dépôts d'armes, de combustibles, de vivres) on préconisait la formation de petits groupes très mobiles vivant en maquis et protégés par un système perfectionné d'alerte.

La question de l'armement demeurait la plus urgente à régler. Malheureusement les mois de mars et d'avril étaient marqués par les arrestations des responsables militaires du Bureau national des transmissions ; les liaisons se trouvaient coupées avec les diverses régions ; et dans le même temps le Bureau des opérations aériennes chargé des parachutages et des stocks d'armes était complètement désorganisé. Sur le plan local les quelques dépôts d'armes du réseau anglais Buckmaster avaient été saisis par l'ennemi et à la suite des arrestations de mai les derniers dépôts, ceux du groupement *Vengeance*, étaient livrés à leur tour à la Gestapo. Le 15 mai, le Comité national d'action insiste sur la nécessité de constituer des corps-francs d'action immédiate pour opérer des destructions sur les plus importantes usines de guerre ennemies. Quelques équipes ont déjà été constituées dans le département de l'Eure depuis le printemps de 1943, de nouvelles sont mises en route en mai 1944. (Ces équipes procèdent notamment aux sabotages d'une usine à Nonancourt, d'un transformateur électrique à Thomer et de l'installation électrique du champ d'aviation de St-André.)

(Le comité d'action diffusera de nouvelles directives le 29 mai sur le système des liaisons, et sur l'intensification des sabotages sur les voies ferrées et sur le matériel ferroviaire.) L'ordre de distribution des armes sera donné le 3 juin et des instructions concernant les sabotages généralisés, l'insurrection immédiate dans les zones à faible densité d'occupation militaire et bien protégées par le relief et la nature du terrain, seront fournies dans le courant de juin, peu après le déclenchement des opérations militaires alliées en Normandie.

L'état-major départemental de l'Eure a été mandé à Caen vers le 5 mai pour recevoir les ordres du commandement régional. Nous sommes tout d'abord avisés d'un débarquement allié très prochain sur les côtes normandes de la Manche. Le texte des messages d'alerte et de déclenchement des opérations nous est donné ; notre mission sera d'appliquer le plan Vert et le plan Rouge. Le plan Vert prévoit la mise hors d'état de fonctionnement des communications ferroviaires et téléphoniques, les abattages d'arbres sur les routes, la coupure des lignes d'énergie électrique. Le plan Rouge correspond à la guérilla, aux embuscades, aux opérations effectuées contre les stocks ennemis d'armes, de munitions, de carburants et de vivres et à la répression de la collusion avec l'ennemi.

Il existe un troisième plan, le plan Tortue, celui sur lequel le Haut-Commandement compte le plus, mais son application est réservée à l'O.R.A. Il s'agissait de s'opposer pendant huit heures au moins à l'intervention des unités blindées allemandes sur les têtes de pont alliées par des obstructions judicieusement placées sur les routes et par des attaques directes contre les tanks à l'aide de Piats et de bazookas. Le commandement des unités de l'O.R.A. qui doivent réaliser ce plan est confié à Rouen au commandant de la Croix-Vaubois (Fages) et à Caen au commandant Desplats (Sylvain), mais ces deux officiers sont capturés par les Allemands, le premier le 23 mai, le second le 22 mai. La plupart des officiers de l'O.R.A. sont arrêtés à leur tour ou obligés de s'enfuir et

personne n'est susceptible de les remplacer dans une tâche pour laquelle eux seuls avaient été préparés. En Normandie, seul le département de l'Orne, qui a été doté de 17 groupes équipés de Piats, de bazookas, de fusils-mitrailleurs et de mitraillettes, sera en mesure de jouer un rôle important. Heureusement, ce département de l'Orne est celui qui, sur les arrières du front de bataille, sera le plus traversé par les blindés ennemis ; l'action des équipes du plan Tortue sera extrêmement utile et donnera lieu à de violents combats. C'est à la limite du département de l'Eure qu'aura lieu le 13 juin le combat de Monnai au cours duquel quarante Français furent attaqués par trois cents Allemands avec mortier et appuis d'aviation. Les premiers éléments blindés allemands mettront plus de quarante-huit heures à traverser les départements de la Sarthe et de l'Orne. Quant à la fameuse division du Reich, retardée par l'action des Maquis du Centre, elle perdra encore plusieurs jours en Normandie du fait des groupes Tortue. (Rien que dans l'Orne sept chars furent détruits, 363 autos blindées et autres, 7 chenillettes, cinq canons et deux autos-canon.).

Les instructions reçues pour l'application du plan Vert comportent la fixation des points où les voies ferrées devront être coupées à l'heure H., les points choisis se trouvant dans des courbes où la visibilité est mauvaise. Il est ordonné en outre de procéder à la destruction de deux pylones successifs de la ligne à haute tension de 360 000 volts amenant l'énergie électrique des usines hydrauliques du Massif central aux usines du Nord de la France. Les lignes téléphoniques, surtout les lignes souterraines reliant les quartiers généraux de l'ennemi, devront être coupées en plusieurs endroits, et il convient d'effectuer de nouveaux sabotages au fur et à mesure de la remise en fonctionnement par l'adversaire.

Aucune consigne spéciale n'était donnée par le commandement pour le plan Rouge de la guérilla. L'état-major départemental se préoccupe immédiatement de distribuer les

tâches eu égard à la combativité des groupes. La disparition du responsable F.T.P. de subdivision en cette fin du mois de mai nous met dans l'impossibilité de confier aux groupes particulièrement dynamiques et exercés de cette formation les missions de sabotages qu'ils rempliraient à merveille. Le canton de Lyons qui a été organisé par l'O.R.A. dispose d'un armement important : or, il n'a précisément pas à sa portée d'objectifs essentiels à atteindre.

Il nous faudra faire appel surtout au maquis de Pont Aude-mer, aux trentaines des cantons de Beuzeville et de Brionne, armées par le maquis, aux corps francs de Nonancourt et de Gisors. Faute d'armes et d'explosifs, de nombreuses unités devront être tenues en réserve en attendant des parachutages sur les terrains que nous mettons à la disposition du commandement interallié. Pour la même raison les ordres de guérilla ne pourront concerner que les groupes possédant le minimum indispensable d'armement.

A titre d'exemple, citons l'arrondissement des Andelys qui ne possédait que quelques mitraillettes pour les trentaines du canton des Andelys, que 8 fusils de guerre et 300 cartouches plus 12 revolvers pour les trentaines du canton d'Ecos, deux mitrailleuses Hotchkiss avec 1000 cartouches pour les trentaines du canton d'Etrepagny, et qu'une infime quantité d'explosifs.

A l'autre extrémité du département, le corps franc de Nonancourt, dont l'activité peut être citée en exemple, n'avait que trois mitraillettes, cinq revolvers, vingt grenades et un faible stock d'explosifs.

Les difficultés provenant de l'insuffisance extrême de l'armement étaient augmentées par la carence des moyens financiers qui auraient pu y parer d'une certaine mesure. Dans l'armée allemande se trouvaient incorporés de force des éléments hétérogènes qui ne demandaient pas mieux, pour une coquette somme d'argent, que de vendre des armes.

Or notre trésorerie ne disposait que de sommes assez peu considérables sur lesquelles il fallait prévoir les frais occa-

sionnés par l'achat des stocks de vivres et de matériel pour les groupes francs et maquis. Pour se procurer les fonds nécessaires, les groupes F.T.P. pratiquaient l'attaque des fermes isolées appartenant à des cultivateurs réputés pour leur rapacité au gain et leur manque de patriotisme ; mais les F.T.P. recrutés parmi les réfractaires de la région parisienne ou de villes industrielles du Nord étaient souvent mal renseignés et ces attaques à main armée entraînaient souvent des violences dépassant le but recherché. D'autre part, profitant du peu de zèle mis par la gendarmerie à enquêter sur ces agissements, de véritables bandes de malfaiteurs, parfois même des groupes d'Allemands, procédaient de la même façon et une lourde atmosphère de terreur pesait sur les campagnes. (Dans le département de l'Eure on note en janvier 1944 20 attaques de fermes, en février 10, en mars 11, en avril 9, en mai 5). Le commandement réagit, interdit toute opération qui n'aurait pas son approbation préalable et décide de punir de la peine capitale tout vol à main armée qui risque de discréditer la Résistance. C'est ainsi qu'un légionnaire du Maquis, convaincu de vol et de viol, est condamné à mort et exécuté en janvier 1944 ; la discipline la plus stricte est exigée de tous dans nos formations. La malhonnêteté, la négligence, les indiscretions, les bavardages coupables sont très sévèrement réprimés. En juillet un chef militaire de canton sera mis aux arrêts de rigueur et déchu de son commandement pour avoir dévoilé certains secrets. Dans le même esprit la fréquentation des femmes est rigoureusement contrôlée. Il n'y a du reste pas de place dans la vie du maquisard pour la bagatelle et je souris à la lecture de ces romans soi-disant vécus où des liaisons amoureuses s'enchevêtrent aux récits des combats.

Nos corps francs ne sont pas coupés totalement de la vie quotidienne du pays ; la population connaît leur présence, les protège de mille façons, les aide en leur fournissant souvent gratuitement des vivres, des outils, des abris, des moyens

de transport. La gendarmerie, quelques gradés mis à part, ou bien ferme les yeux ou bien les renseigne et les avertit des opérations policières projetées. Ils ont des complices jusqu'au sein même des services de police.

La milice est bannie par l'immense majorité des habitants des villes et des campagnes, elle est surtout préoccupée par sa propre sécurité.

La diffusion du message d'alerte le 1<sup>er</sup> juin correspondant à la certitude du déclenchement des opérations dans le délai maximum de quinze jours, nous espérions disposer d'au moins dix jours de façon à mettre parfaitement au point notre plan de combat, compte tenu des disponibilités en armement. Il fallait procéder aussi à la complète réorganisation de l'arrondissement d'Evreux désarticulé par les arrestations du 20 mai et des jours suivants. Il fallait habituer nos troupes à combattre avec d'autres moyens que les armes puisque celles-ci nous étaient refusées. Il fallait multiplier les organes de liaison, persuader les cadres de la nécessité de se conformer aux directives, d'adresser de fréquents comptes-rendus au commandement et de faire preuve d'initiative chaque fois qu'il serait trop long d'en référer au préalable aux chefs hiérarchiques ou en cas de rupture momentanée du système des liaisons. Le temps étant compté, certaines précautions furent omises et le téléphone largement utilisé. Des réunions ultimes furent prévues pour le 7 juin ; mais le 5 juin au soir la B.B.C. annonçait que « les dès sont jetés sur le tapis » et « qu'il fait chaud à Suez » : c'était l'avertissement prévu pour le déclenchement des opérations de sabotages généralisés et de guérillas.

Dans la nuit, (utilisant d'abord la voiture du commissaire de police d'Evreux et traversant ensuite les landes et les bois du Vièvre), le chef du 3<sup>e</sup> Bureau et moi nous prenions contact avec le maquis de Pont-Audemer en pleine action depuis 11 heures du soir. Plusieurs sizaines avaient attaqué la Feldgendarmerie de Pont-Audemer, détruit le dépôt de

locomotives et les installations téléphoniques, d'autres avaient coupé toutes les voies ferrées du secteur, d'autres enfin, postées en embuscades, avaient mitraillé les estafettes et les convois allemands. Le commandement allemand, qui connaissait pourtant de longue date l'existence de ce maquis, lequel avait abattu notamment en avril la maîtresse du chef de la Gestapo pour la France, crut tout d'abord que les Alliés avaient parachuté un corps franc dans la région de Pont-Audemer, ce qui nous valut un bombardement aérien par les stukas alors que, attendant fébrilement un parachutage d'armes, nous lançions des appels lumineux à un avion qui nous survolait. Les Alliés, comptant sur un temps plus calme, avaient pensé atteindre en quelques jours la région où opérait le Maquis à environ 80 km. des pointes ouest de la zone de débarquement. Mais la pluie et les vents contraires qui ralentissaient le rythme des débarquements et les difficultés de franchissement des marais de la Dive stabilisaient le front tandis que les munitions et les explosifs du Maquis s'épuisaient et que l'ennemi préparait une action de contre-guérilla contre lui.

La guérilla intensive ne put durer que quatre jours, les coupures des voies ferrées purent être renouvelées de façon à rendre impossible tout trafic ferroviaire ; (sept maquisards avaient été tués au cours de combats qui avaient coûté à l'ennemi 34 hommes.)

Du 9 au 20 juin force est de limiter les opérations à l'indispensable. La ligne à haute tension de 280 000 volts est coupée à Bourgtheroulde par sabotage de trois pylones, les turbines de la ballastière de Pont-Audemer sont rendues inutilisables. Une caisse d'entraide aux familles des maquisards tués et victimes de guerre est créée, alimentée par des dons ou des prêts d'argent auxquels sont instamment invités les habitants qui ont profité de l'occupation allemande pour s'enrichir. Les sommes recueillies sont versées à la recette municipale de Pont-Audemer. Les sections organisent la répression du marché noir et du pillage à main armée. Des

groupes pris sur le fait de vols dans les fermes sont exécutés séance tenante.

C'est alors que le commandement interallié envisage une concentration de toutes les unités de F.F.I. de Normandie centrale dans la région des Alpes Mancelles, située entre les départements de l'Orne et de la Sarthe, région qui dispose de bons couverts, de hauteurs formant d'excellents points d'appui et de stocks d'armes que les parachutages massifs d'engins lourds viendraient renforcer. Le commandement songe à créer ainsi un abcès de fixation à l'arrière du front allemand de Caen, mais nous ne nous méprenons pas sur le peu de chances que ce bastion a de tenir plus de quelques jours en raison de la concentration des blindés allemands dans la région. D'autre part nous nous rendons compte des difficultés insurmontables que pose la marche de plus de quarante troupes insuffisamment armées sur plus de 150 kilomètres dans une région qu'elle ne connaît pas et qui est occupée par plus de 100 000 Allemands. Les corps francs assez nombreux du département de l'Orne peuvent utilement protéger l'opération mais, étant donné son ampleur et le temps nécessaire à son accomplissement, il est certain que des unités seront capturées par l'ennemi qui en décèlera ainsi l'objectif et qui réagira avec célérité, la rendant pratiquement irréalisable tout en privant tous les secteurs de l'Eure de leurs équipes de sabotages et de guérillas. Il nous apparaît sage de renoncer à l'opération et de poursuivre la lutte sur place.

Plusieurs parachutages d'armes échouent ; l'aviation allemande surprend nos équipes et les mitraillent. Il nous faut de plus en plus ménager nos munitions pour pouvoir participer utilement aux ultimes opérations lorsque les armées alliées pénétreront dans notre secteur. (Les destructions de voies ferrées, celles d'un pont sur la Risle et d'un autre sur la Charentonne vainement attaqués jusqu'ici par l'aviation alliée, sont réalisées la première le 16 juillet, la seconde le 9 août.)

L'ennemi qui sent notre combativité amoindrie en profite pour déceler l'emplacement de nos sizaines dispersées dans des bâtiments de fermes abandonnées et il réussit huit fois à capturer plusieurs de nos meilleurs hommes aussitôt passés par les armes.

Durant cette période l'activité obligatoirement réduite se tourne volontiers vers les objectifs susceptibles de fournir des armes. Un dépôt allemand de munitions est attaqué à la grenade à Rugles ; des convois, des estafettes sont pris à partie, un dépôt de charbon de bois pour les camions de l'armée allemande est incendié ; les poteaux dits asperges Rommel destinés à empêcher l'atterrissage de planeurs sont sciés, les câbles téléphoniques souterrains coupés systématiquement. Des pointes sont jetées nuitamment sur les routes. Les inscriptions de signalisation sur les routes sont enlevées ou transformées. Tout ce qui peut démoraliser le combattant allemand est employé, notamment les fausses nouvelles d'atterrissages de corps francs américains ou anglais. Les Allemands, finissant presque toujours par être persuadés de la réalité de ces atterrissages et attribuant les actes de sabotages et de guérillas à ces corps francs alliés, renoncent à prendre des otages et à exercer des représailles parmi la population civile.

Le 13 août, à la suite de la réussite de la percée américaine à Avranches et du début de l'opération d'encerclement des divisions allemandes concentrées entre Vire et Falaise, je donne l'ordre d'intensifier les sabotages et de reprendre à outrance la guérilla. L'ordre est confirmé par le haut commandement et il est exécuté dans tous les secteurs.

Il ne peut pas être exécuté sous les mêmes formes dans tous les secteurs, les unités devant tenir compte à la fois de leur armement et de la densité des troupes adverses. (Le minimum de leur action correspond à la destruction des panneaux de signalisation, à la diffusion des slogans démoralisateurs et à la provocation, à la désertion. Les trentaines

les mieux armées procèdent à des attaques de harcèlement sur les convois allemands, font sauter les blindés et les véhicules militaires en posant la nuit des mines sur les routes les plus utilisées par l'ennemi ; ailleurs on usera surtout des abattis d'arbres ; sur la Seine des péniches chargées de munitions seront coulées, des estafettes seront envoyées dans la région des marais de la Dive afin de franchir les lignes et d'aller renseigner directement les régiments anglais et canadiens.).

L'action la plus vigoureuse sera menée par le Maquis de St-Georges et les trentaines de Beuzeville agissant dans un quadrilatère de 20 km. de côté entre Pont-Audemer et Honfleur, par petits groupes très mobiles contrôlant des artères importantes de circulation, ceux du Maquis de Nainville puis de Gisors, d'Acquigny près de Louviers, de Chaignes près de Pacy-s.-Eure, de St-Christophe-sur-Avre près de Verneuil, d'Ilou près de Nonancourt, de Criquebeuf près de Pont-de-l'Arche.

Deux opérations tactiques sont effectuées tendant à la libération de deux villes du département. L'opération tentée par des forces trop réduites échoue à Verneuil le 16 août ; elle réussit par contre au-delà de toute espérance à Vernon le 19 août. Vernon fournit à cette date l'unique pont sur la Seine dont les Allemands peuvent encore se servir en Normandie ; c'est dire l'importance stratégique de cette place. Deux cents hommes sous le commandement du capitaine Georges André, un libraire de la ville qui, emprisonné depuis le début de l'année, a réussi à s'évader des geôles allemandes, s'emparent des principaux édifices de la ville et des points sensibles des environs : le pont est rendu inutilisable pour le cas où l'ennemi tenterait de reprendre possession de la ville.

Il le tente, en effet, mettant en ligne des blindés qui sont attaqués à la grenade et à la bouteille d'essence par les défenseurs retranchés dans l'Hôtel de Ville. Ceux-ci se maintiendront dans la ville jusqu'au 24 août, date d'arrivée

des premiers éléments de la 2<sup>e</sup> armée anglaise. Ils continueront le combat en aidant les alliés à franchir la Seine. Le même service leur sera rendu par la trentaine de Criquebeuf, qui participera en outre aux durs combats du plateau de Freneuse le 27 août. Quelques jours avant l'arrivée des alliés, des corps francs de quelques hommes sont parachutés sur les arrières ennemis avec mission d'opérer certains sabotages et de renforcer les unités des Forces françaises de l'Intérieur. De tels corps francs furent ainsi mis en contact avec nos troupes dans la région de Vernon, dans celle de Gaillon entre Evreux et Pacy et dans le secteur de Beaumont-le-Roger.

Les unités alliées, dès la libération d'un de nos cantons, se mettaient en rapport avec les chefs de nos sections, obtenaient d'eux d'importants renseignements (emplacements des batteries, des mines), se servaient de nos hommes comme éclaireurs et leur confiaient le soin de procéder aux opérations de nettoyage des espaces couverts, bois et bocages.

C'est ainsi que près de 5 000 prisonniers et qu'un matériel extrêmement important purent être capturés par nos unités et remis au commandement allié.

Sur le plan civil, tout avait été prévu depuis le début du printemps pour le remplacement des fonctionnaires ou des maires compromis par leur trop grande servilité à l'égard des autorités occupantes ou par leur hostilité à l'égard de la Résistance. La translation des pouvoirs s'effectua presque partout sans incident. Deux maires qui avaient tenté de résister furent abattus ; les responsables de ces exécutions sommaires firent l'objet de poursuites et furent condamnés : aucune Cour martiale ne fut chargée de la répression de faits de trahison ; des arrestations furent opérées en assez grand nombre afin de soustraire les suspects à la colère populaire et les instructions judiciaires furent confiées aux tribunaux réguliers.

Les seules violences exercées à l'égard des femmes qui s'étaient prostituées aux Allemands, le furent sous la forme

d'une tonsure plus ou moins complète de leur chevelure.

L'action répressive des Cours de Justice, qui furent constituées quelques mois après, et qui n'avaient de caractère d'exception aux règles judiciaires normales que le choix des jurés parmi les hommes et les femmes ayant pris part le plus courageusement à la lutte clandestine contre l'ennemi, fut gênée par la trop grande quantité de dénonciations émanant de personnes de moralité douteuse et agissant par esprit de vengeance ou par sectarisme politique.

Il faut bien avouer que la Résistance fut parfois submergée, en maintes régions, par certains éléments qui ne songeaient qu'à assurer la prédominance d'un parti politique. Les F.T.P. connurent dès l'origine les commissaires politiques et des considérations de politique intérieure y prenaient parfois le pas sur les considérations d'ordre militaire. D'autres influences tentèrent de s'exercer sur les F.F.I., surtout lorsque les Comités clandestins de Libération reçurent la consigne d'incorporer en leur sein un représentant de chacune des grandes familles politiques. Ces Comités, par la force des choses, visaient à se préoccuper davantage des questions de clientèle électorale, d'épuration plus ou moins motivée par de médiocres intérêts de clocher, que des questions de réorganisation et de relèvement économique qui auraient dû être leurs préoccupations dominantes.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les éléments strictement militaires se désintéressaient des questions politiques. Le sursaut patriotique qui avait été le leur, avait été moins déterminé par un souci de revanche, par la volonté de rendre à la France son honneur au sein d'une coalition militaire dont elle s'était retirée d'une manière peu digne de son passé, que par le désir de combattre jusqu'à la mort contre une conception de la vie qui heurtait profondément l'humanisme chrétien qui était le nôtre aux uns et aux autres, quelle que fût notre appartenance à une formation politique ou confessionnelle. Nous sentions intensément qu'une civilisation où se rejoi-

gnaient l'idéal évangélique, les principes de la Déclaration des droits de l'homme et nos aspirations novatrices les plus actuelles étaient en jeu et que notre combat n'était pas le combat d'une nation contre une autre nation, mais la croisade des défenseurs d'un idéal vieux de vingt siècles contre un néo-paganisme barbare et inhumain. Et tous, nous étions aussi décidés à épargner à cette civilisation que nous défendions les servitudes naguère trop souvent imposées par le capitalisme, le nationalisme et tous les modes d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi tous, nous étions attachés à ce programme conçu en commun par des hommes de tendances très diverses, mais tous de bonne volonté, et que l'on appelait le programme du C.N.R. Et c'est pourquoi nous ne pouvons pardonner aux partis politiques qui, sous le couvert de la Résistance, ne tardèrent pas à reprendre en mains les rênes du pouvoir, d'avoir sacrifié avec tant de légèreté ce programme qui était la Charte de nos espérances, quand nous tenions le risque de la mort et des supplices pour peu de chose, en comparaison de la part que nous prenions à la réalisation de cette révolution dont nous escomptions les bienfaits pour l'humanité toute entière.

L'importance de la contribution apportée par la Résistance militaire française au succès de la bataille de Normandie a été évaluée par le généralissime allié, le général Eisenhower, qui estima cette action équivalente à celle que lui aurait procurée quinze divisions supplémentaires. Le général Eisenhower a dit ailleurs que « les F.F.I. ont donné aux troupes alliées une aide inestimable en leur fournissant les renseignements sur le dispositif ennemi et sur ses intentions. Elles ont, ce qui n'apparaît pas moins important, entouré les Allemands, par leurs activités incessantes, d'une terrible atmosphère de danger et de haine qui peu à peu grignota la confiance des chefs et le courage des soldats. »

C'est en effet par cette action sur le moral de l'armée allemande, que la Résistance apporta à la cause alliée un

secours de toute première importance. Elle obligea les occupants à se terrer, à multiplier les mesures de protection, les postes de garde et de guet ; en fin de l'année 1942, ces forces immobilisées par les besoins de protection étaient évaluées à près de vingt divisions pour l'ensemble du territoire français.

Quels enseignements peut-on tirer des expériences que nous avons vécues ? Quelle que soit la nature de l'action : sabotage, attaque de convoi, capture de matériel, répression de la collaboration avec l'ennemi, cette action doit être menée par surprise par de petits groupes ayant une grande mobilité, changeant continuellement de résidence, mais dans l'intérieur d'un secteur pas trop vaste dont ils connaissent parfaitement la topographie, les possibilités de marches, à travers les bois et les sentiers couverts, les abris naturels et autres utilisables, et où ils disposent d'un réseau serré de complicités assurant la rapidité de diffusion des renseignements utiles et de larges ressources de ravitaillement permettant d'éviter les réquisitions forcées et le pillage de fermes.

Il y a lieu d'éviter par contre tous les rassemblements, même sur une position forte naturellement et appuyée par un armement lourd et de parachutages renouvelés d'armes et de munitions, de troupes, qui seront inmanquablement violemment attaqués par un ennemi soutenu par les chars, l'artillerie et l'aviation, qui ne tardera pas à se rendre maître du terrain sans engager des effectifs très importants. Le rôle d'abcès de fixation, joué par ces concentrations en un point donné, sera trop éphémère pour être vraiment utile.

L'expérience a prouvé la très grande supériorité du sabotage à terre sur le bombardement aérien, lorsqu'il s'agit d'atteindre un objectif précis et limité. Les avantages sont l'économie de matériel, la certitude d'atteindre l'objectif visé, l'épargne des vies humaines. La distribution de quelques tonnes d'explosifs dans chaque secteur eût permis de causer aux installations et aux véhicules allemands beaucoup plus de dommages que ces milliers de bombardements de villes

qui se sont soldés par un nombre très élevé de victimes civiles, par la destruction de nombreux monuments et d'œuvres d'art, et par des préjudices souvent assez réduits à la machine de guerre adverse. Ajoutons à cela que la propagande ennemie pouvait aisément se servir de ces bombardements meurtriers et imprécis pour saper les sentiments pro-alliés de la majeure partie de la population.

La guérilla ne doit pas chercher à abattre systématiquement tout soldat ennemi isolé dans un secteur déterminé, mais doit, par une mobilité extrême, et par des actions très rapprochées en des points les plus éloignés possibles les uns des autres et sur les convois de matériel et de vivres, les estafettes, les camions d'essence, donner à l'ennemi l'impression que des groupes francs en très grand nombre opèrent simultanément sur toutes les routes du secteur.

Si la guérilla doit être audacieuse, elle ne doit pas être téméraire. Elle doit éviter à tout prix de subir des pertes en hommes ou en matériel qui risqueraient d'être irrémédiables. Il est toujours difficile de renouer la filière des liaisons coupées, plus difficile encore de remplacer au pied levé des chefs qui ont longuement étudié le terrain où ils devront évoluer ; il y a aussi toujours lieu de craindre que des hommes capturés n'aient pas assez de résistance physique pour supporter les pires traitements sans communiquer à l'ennemi le moindre renseignement utilisable.

Malgré toutes les précautions prises, les épreuves du combat, les indiscretions des mieux intentionnés, les trahisons des complices de l'ennemi causèrent des vides douloureux dans nos rangs. Trois cents des nôtres, soit près du cinquième des effectifs de nos unités de choc sont morts, abattus par des rafales de mitraillettes ou de mitrailleuses, torturés et assassinés après leur capture, morts de faim et de misère dans les camps de concentration.

C'est vers leur mémoire que mes pensées se portent ce soir à la fin de cet exposé. Je revois tous ces jeunes visages

où se lisait la fierté de combattre pour une cause qu'ils savaient être celle des peuples libres, et que la mort à frappés sans qu'ils se révoltent parce qu'ils croyaient voir dans leur sang répandu comme une semence de résurrection pour un monde délivré de toutes les servitudes. Ils le croyaient, et ce n'est pas parce que la semence à peine levée a été étouffée, que nous devons désespérer d'en voir renaître l'éclosion. Il n'est pas possible qu'un sacrifice si pleinement désintéressé ait été consommé en vain. C'est à nous, les survivants, c'est à nous tous, les hommes épris de liberté et de justice, d'en assurer la croissance pour la grande moisson dont ils furent les glorieux semeurs.

MARCEL BAUDOT.

---